

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 JANVIER 1913

Budget du Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics
pour l'exercice 1913 (¹).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. RAEMDONCK.

MESSIEURS,

Le Budget du Ministère de l'agriculture et des travaux publics, pour l'année 1913, s'élève à la somme de 34,128,207 francs, soit une augmentation de 586,461 francs sur l'exercice précédent.

A. — *Les dépenses ordinaires* des services de l'agriculture s'élèvent à fr. 12,498,907
Et des travaux publics à. fr. 17,154,300

Soit un total de fr. 29,650,207

Et une augmentation de dépenses de 757,461 francs.

B. — *Les dépenses exceptionnelles* des services de l'agriculture s'élèvent à fr. 83,000
Et des travaux publics à. fr. 1,395,000

Soit un total de fr. 1,478,000

Et une diminution de 171,000 francs.

Soit une augmentation totale du budget de 586,461 francs.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

Tableau A. — Service de l'Agriculture.

CHAPITRE I. — IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE.

L'importance primordiale de l'agriculture dans notre pays est unanimement admise.

(1) Budget, n° 4^{XIII}.

(2) La section centrale, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. Bôval, Van Cleemputte, Pastur, Persoons, Imperiali et Raemdonck.

La classe des cultivateurs est la plus nombreuse de toutes les classes des travailleurs et l'agriculture est un des grands facteurs de la richesse nationale.

On peut rendre hommage au département de l'agriculture qui, depuis vingt-huit ans, travaille avec un succès marqué à la prospérité d'une des branches les plus importantes de notre économie nationale et au relèvement de la population agricole.

Des membres de la section centrale auraient voulu que dans les remaniements ministériels, en présence de leur importance, les services de l'agriculture n'eussent pas été annexés aux services des travaux publics, de crainte de les voir relégués au second plan.

Un autre membre aurait désiré voir les services de l'hygiène réunis à nouveau à ceux de l'agriculture, à raison des connexités de ces deux services et du nombre de fonctionnaires qui relèvent en même temps des deux départements.

Quoi qu'il en soit, la section centrale est unanime pour désirer qu'aux services de l'agriculture, on attribue la part légitime que son importance réclame, et que, dans le rapport et les discussions, les nécessités des grands travaux publics à exécuter en Belgique ne les éclipsent point.

LA MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE.

Ce qui préoccupe, en ce moment, le plus vivement les cultivateurs, c'est la rareté de la main-d'œuvre à la campagne.

Les fermiers qui n'ont point de nombreux enfants, employés chez eux, trouvent difficilement le moyen de faire effectuer leurs travaux des champs.

L'exode des ouvriers de la campagne vers les travaux des grandes villes, et vers les travaux industriels, est générale dans différentes contrées du pays. Le remède à cette situation est fort complexe.

Il importe toutefois, de vulgariser l'emploi des machines agricoles, de faire, éventuellement par des organismes tels que les comices, les associations libres, des essais de vulgarisation par la création des écoles de mécanique.

Cette vulgarisation pourrait atténuer, dans une certaine mesure, les effets de l'exode rural, dont les cultivateurs se plaignent tant.

En outre, on doit envisager la nécessité de prendre des mesures immédiates, pour augmenter le nombre des petites exploitations agricoles

CONCOURS D'ÉTABLES.

Il est nécessaire d'encourager davantage la construction des fermes et spécialement la construction et l'amélioration des étables. Les étables laissent énormément à désirer au point de vue de l'hygiène du bétail, surtout dans les contrées de petite culture.

Les concours d'étables que le Gouvernement a introduits, sont de la plus haute utilité pour l'amélioration des étables, mais les comices se plaignent de la circulaire du 12 juin 1912. Ils trouvent qu'elle rend les subsides insuffisants.

La circulaire recommande de répartir les prix d'après l'état des étables à la seconde visite du jury, donc après les améliorations réalisées et dues au concours. Elle permet de tenir compte de celles-ci, mais moyennant restrictions. Rien ne s'oppose à répartir l'argent disponible entre des groupements de fermiers possédant déjà de belles étables, même tous les ans.

D'autre part, elle écarte du concours toutes les étables qui, d'emblée n'arrivent pas à 60 points. C'est rendre la participation de nos petits fermiers difficile, alors que c'est chez eux qu'existe le grand besoin d'amélioration. Du reste, la circulaire n'est pas instituée pour *concours d'amélioration* des étables, mais simplement, *concours d'étables*, ce qui semble dire concours de tenue d'étables.

Il importe de stipuler à quoi doivent être employés les crédits accordés, si c'est uniquement à l'*amélioration des bâtiments* ou à autre chose.

QUESTION.

Quels sont les effets probables de la circulaire du 12 juin 1912 concernant les concours d'étables ?

Le Gouvernement ne craint-il pas qu'elle entrave leur action ?

RÉPONSE.

La circulaire du 18 juin 1912, concernant les concours d'étables, contient deux dispositions qui sont de nature à donner de l'extension à ces concours : elle élève, pour les concours d'étables de bêtes bovines et de porcs, la part de l'intervention de l'Etat et elle admet que le quart des subsides de l'Etat soit consacré aux frais généraux des concours, permettant ainsi aux sociétés qui se trouvent sans ressources d'organiser ces concours sans autres fonds que les subsides de l'Etat. La circulaire prescrit, en outre, certaines mesures propres à augmenter l'effet utile des concours ; l'agronome de l'Etat intervient directement dans l'élaboration du programme. Appelé ainsi à examiner de près les nécessités locales, dont la circulaire lui recommande de s'inspirer dans chaque cas, son action est plus efficace que lorsque le programme lui est simplement soumis pour obtenir son approbation.

Jusqu'à présent les subsides alloués par l'Etat ont, dans la plupart des cas, été répartis entre les concurrents, sous forme de primes proportionnelles aux dépenses faites par chacun d'eux pour améliorer leurs étables à l'occasion du concours. Ce système détermine évidemment, chez les cultivateurs, une tendance à attendre l'organisation d'un concours pour apporter à leurs étables des améliorations souvent urgentes. D'autre part, la répartition des primes n'étant pas, dans ce système, basée sur une comparaison entre les travaux effectués par les soi-disant concurrents, il n'existe entre ceux-ci aucune émulation.

La circulaire du 18 juin 1912 recommande de substituer, autant que possible, à ce système, celui qui est adopté dans tout concours proprement dit et qui consiste à fixer d'avance le nombre et le montant de primes auxquelles tous les concurrents peuvent aspirer, mais qui ne seront décernés qu'aux plus méritants.

Cette façon de procéder paraît la plus rationnelle, mais le Département ne l'impose cependant pas d'une façon absolue. Il se contente de la recommander partout où les conditions locales permettent de croire que son application ne compromettra pas le succès des concours.

La circulaire en question prescrit encore l'emploi d'une échelle de points, variable d'après les nécessités locales.

Dans ces prescriptions et indications, il ne semble pas qu'il y en ait une qui, interprétée comme il convient, puisse entraver la multiplication des concours d'étables. »

Cette réponse est de nature à donner complètement satisfaction aux demandes des cultivateurs. La circulaire critiquée par beaucoup recommande un système, mais ne l'impose pas.

LE VILLAGE MODERNE.

A propos de constructions rurales, il convient, dès à présent, d'attirer l'attention sur une heureuse initiative prise à l'occasion de l'Exposition de Gand de 1913, et que le Gouvernement a généreusement encouragée.

Je veux parler du « Village moderne ».

On s'est justement ému du fait que dans les expositions internationales l'agriculture n'est généralement pas favorisée et n'occupe pas une place en rapport avec son importance. Sous le nom de Palais de l'Agriculture, elle était fréquemment reléguée dans un coin de l'Exposition où l'on trouvait une construction plus ou moins insignifiante.

On a jugé à Gand que l'exposition agricole doit être une manifestation de son activité; qu'elle doit être attrayante et instructive, afin de susciter de nouveaux progrès.

La participation officielle sera représentée sous la forme d'un village moderne.

Les principales constructions qu'on rencontre au village rural s'y trouveront : église de village, maison communale, école, fermes, grande et petite, habitation d'ouvrier agricole, horticulture, exploitation avicole, pavillon apicole, auberge, laiterie, forge, pavillon des eaux et forêts, etc., etc. Chaque construction sera meublée et outillée, et constituera un modèle du genre, muni du confort moderne.

Ces pavillons seront animés par des démonstrations qu'organiseront les écoles de laiterie et les écoles ménagères. Les étables garnies, les concours permanents et temporaires seront également organisés.

La participation de l'agriculture à Gand sera intéressante et instructive; il y a donc lieu d'attirer l'attention du pays agricole sur cette exposition.

Espérons que le succès répondra aux idées émises par les initiateurs et que leurs efforts seront profitables au pays agricole.

CHAPITRE III. — VULGARISATION DES CONNAISSANCES AGRICOLES.

Le Gouvernement continue avec succès son système de vulgarisation des sciences agricoles et de diffusion de l'emploi judicieux des engrais chimiques, par les conférences et les champs d'expériences.

Ces conférences sont organisées sous les auspices des comices, des associations libres et des administrations communales.

La matière que les conférenciers doivent traiter est exclusivement soumise aux agronomes. Il serait à souhaiter qu'on accordât plus de latitude aux organismes agricoles pour le choix des conférences. Ceux-ci sont les mieux placés pour apprécier la situation de leur contrée et les lacunes à combler pour la vulgarisation des connaissances agricoles.

QUESTION.

Le nombre des agronomes est-il suffisant dans toutes les provinces?

Le Gouvernement se propose-t-il de l'augmenter?

RÉPONSE.

L'augmentation du nombre des agronomes de l'Etat ne s'impose pas en ce moment.

Le Département se réserve de prendre les mesures voulues dans le cas où le nombre de ces agents deviendrait insuffisant dans l'une ou l'autre province.

QUESTION.

Le Gouvernement pourrait-il subsidier les fédérations agricoles qui organiseraient des bureaux de renseignements d'ordre scientifique, technique ou social?

RÉPONSE.

Le Département accorde aux fédérations agricoles des subsides pour l'inspection de leurs sociétés affiliées. Lors de leurs visites, les inspecteurs ont l'occasion de donner à ces sociétés toutes les indications désirables, au point de vue de leur fonctionnement propre et de leurs rapports avec la fédération.

D'autre part, les agronomes de l'Etat ont pour mission de donner aux cultivateurs des renseignements d'ordre scientifique et technique et d'aider de leurs conseils les organisateurs d'œuvres sociales agricoles; jusqu'ici aucun fait précis n'a démontré que ces fonctionnaires ne suffisaient pas à cette tâche.

Le Gouvernement a organisé, dans le même but, d'autres services tels que l'office rural, la station laitière, les laboratoires d'analyses, le bureau des renseignements pour l'exportation des produits agricoles et horticoles.

LES SYNDICATS AGRICOLES.

Les syndicats pour les achats en commun des semences et des engrais chimiques jouissent toujours de la faveur des cultivateurs. Organisés au sein des associations, ces syndicats d'achat sont très appréciés et augmentent chaque année en importance.

On se demande comment les syndicats d'achats, si prospères, n'ont pas pour corrolaire des syndicats de ventes. Des organisations semblables existent en Zélande; le « Boerenbond » de Louvain en organise avec succès, mais ces syndicats sont très rares, alors que les syndicats d'achats sont si répandus. Le gouvernement pourrait-il prendre une initiative en cette matière ?

*
* *

Concernant les syndicats d'élevage, la question suivante a été posée :

QUESTION.

Le Gouvernement compte-t-il prendre des mesures pour encourager davantage encore les syndicats d'élevage du bétail, et pour l'amélioration des races reproductives ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement compte subordonner l'octroi des subsides aux syndicats d'élevage à l'observation de certaines règles propres à favoriser l'amélioration systématique des races d'animaux domestiques.

Le nouveau système de répartition des subsides, qui est à l'étude en ce moment, entraînera inévitablement une augmentation de dépenses.

LES ARTICLES 8-9-10-11 DU BUDGET.

Durant différentes années, on a longuement discuté le mode de répartition des crédits figurant aux articles 8, 9, 10, 11 du budget.

La section centrale a cru qu'il était utile de connaître les détails de cette répartition.

La question suivante a été formulée.

QUESTION.

La section centrale pourrait-elle obtenir les détails de la répartition des crédits prévus aux articles 8, 9, 10, 11 du budget ?

RÉPONSE.

ART. 8. — Le crédit de 206,800 francs se répartit comme suit :

Inspection de l'agriculture :

a) Traitements.	fr.	21,700
b) Frais de route		8,300

Agronomes de l'Etat :

a) Traitements.	fr.	120,000
b) Frais de route		40,000
c) Frais de bureau.		8,400
d) Matériel		8,200

206,800

ART. 9.

a) Indemnités pour chevaux et bestiaux abattus par ordre de l'autorité 8,000

b) Indemnités pour bêtes bovines et porcines abattues ou saisies pour cause de tuberculose :

Bovines	1,020,000	
Porcines	35,000	
		1,055,000

c) Indemnités pour bêtes bovines mortes ou abattues et reconnues atteintes de charbon 95,000

d) Frais à résulter du paiement de ces indemnités. — Achat de tuberculine, malléine, vaccins anticharbonneux, vaccins et sérums contre le rouget du porc, etc. — Dépenses diverses :

Achat de tuberculine.	8,000	
Achat de malléine	2,000	
Achat de vaccins et sérums.	83,000	
Divers	20,000	
		113,000

e) Encouragements en vue d'une meilleure hygiène des étables fr. 70,000

f) Enlèvement et destruction des cadavres d'animaux impropres à la consommation; frais d'achat, de transport et d'utilisation de matières désinfectantes; installations sanitaires à la frontière; frais de vacations des vétérinaires en exécution des règlements sur la tuberculose:

a) Enlèvement des cadavres	130,000	
b) Vacations des vétérinaires	80,000	
		210,000

g) Subsidés aux fonds provinciaux d'agriculture 18,000

h) Subsidés aux sociétés mutualistes d'assurance et de réassurance contre les pertes de chevaux et bestiaux. 555,000

i) Subsidés aux province en exécution des règlements provinciaux pour l'amélioration des races bovine et chevaline: encouragements, achat de médailles :

a) Bovine	300,000	
b) Chevaline	285,000	
c) Médailles	15,000	
		600,000

j) Primes nationales de conservation, frais de jury, médailles, diplômes, achat de collections, etc. 36,000

k) Subsidés aux sociétés et syndicats d'élevage pour l'amélioration des races bovines, chevalines et porcines :

a) Sociétés d'élevage	60,000	
b) Syndicats d'élevage	250,000	
		290,000

ART. 10. — Le crédit de 200,000 francs peut se subdiviser approximativement comme suit :

1. Personnel de l'inspection vétérinaire comprenant 17 fonctionnaires :

A. — Traitements.	94,500
B. — Frais de bureau.	21,900
C. — Frais de route	33,600
D. — Abonnements aux chemins de fer	7,000
2. Inspecteurs suppléants (vacations)	18,000
3. Vétérinaires agréés (vacations)	18,000
4. Bourse de voyage vétérinaire prévue par la loi	4,000
5. Secours à des veuves de vétérinaires	5,000
	200,000

ART. 11. — Crédit de 9,000 francs :

Inspection vétérinaire :

Matériel	1,000	
Abonnements téléphoniques pour les inspecteurs vétérinaires.	5,000	
Impressions diverses	3,500	
Bulletin de police sanitaire	1,500	
		9,000

LES CLOS D'ÉQUARRISSAGE.

Certains clos d'équarrissage ne répondent pas à l'attente du public, au point de vue du délai déterminé pour enlever les cadavres d'animaux; au point de vue des véhicules qui servent pour le transport, qui ne présentent pas de garanties suffisantes pour l'hygiène; au point de vue de la formule rédigée en langue française, en pays flamand, formule que le cultivateur flamand est obligé de signer et dont il ne sait pas lire le contenu.

Il suffira de signaler ces faits dans un rapport de la section centrale pour être convaincu que ces plaintes justifiées ne devront plus se renouveler. Les clos d'équarrissage sont des sociétés privées qui jouissent d'un véritable monopole et qui ont tout intérêt à prouver qu'elles méritent la confiance du Gouvernement.

CHAPITRE IV. — LES LABORATOIRES D'ANALYSES.

Le Département de l'Agriculture remet chaque année aux Comices, quelques bons d'analyse gratuite pour les laboratoires de l'État.

Ces bons d'analyse sont remis généralement par ceux-ci, aux syndicats d'achats, et ainsi la généralité des membres en profite, ce qui constitue pour eux une grande garantie.

Mais il arrive qu'une contre-expertise est demandée par le vendeur ou par le syndicat. Dans ce cas, c'est le ministre de l'Agriculture qui doit désigner le laboratoire chargé de faire cette contre-expertise. Or, il se fait que le département régulièrement saisi attend un mois, quelquefois davantage, avant de désigner le deuxième laboratoire. On n'a pas justifié jusqu'à présent ce retard.

QUESTION.

Lorsque les syndicats agricoles ont soumis à un laboratoire d'analyses un échantillon de leurs achats, il arrive qu'une contre-expertise est demandée.

Dans ce cas, c'est le Gouvernement qui doit indiquer le second laboratoire qui en est chargé.

Pour quel motif attend-il durant un mois, et même davantage, pour faire cette désignation ?

RÉPONSE.

Toute demande de contre-analyse est adressée au directeur du laboratoire ayant effectué la première analyse.

Dès la réception de cette demande, accompagnée du double de l'échantillon à analyser, le directeur la transmet au Ministère.

L'Administration transmet *immédiatement* cet échantillon au laboratoire chargé de la contre-analyse.

Les intéressés sont généralement en possession du bulletin mentionnant les résultats de la contre-analyse, dans un délai de quinze jours.

Toutefois, s'il existe entre les résultats des deux premières analyses une différence dépassant les tolérances fixées par les instructions, il est procédé d'office, par l'administration, à l'analyse du troisième échantillon, ce qui nécessite un nouveau délai.

Dans ce cas, il est difficile que les intéressés soient mis en possession des résultats de la contre-analyse avant un délai moindre que trois semaines à un mois.

L'envoi des bulletins de la seconde et surtout de la troisième analyse peuvent encore subir des retards importants lorsque l'un des échantillons se brise au cours de l'envoi à destination; il faut alors réclamer soit le triple, soit le restant des deux premiers échantillons.

Enfin, les délais nécessités pour l'analyse sont plus ou moins longs suivant les périodes où les contre-analyses sont demandées, la besogne des laboratoires étant particulièrement intense au printemps et à l'automne.

En aucun cas, les retards ne sont imputables à des négligences de l'Administration.

LA STATISTIQUE AGRICOLE.

Avant 1895, la statistique agricole était dressée périodiquement, tous les dix ou quinze ans. Mais dans les intervalles, il se produisait des changements considérables, à tel point qu'à certains moments on ne pouvait plus se fier aux chiffres.

Pour remédier à cet état de choses, il fut décidé de faire un relevé sommaire, mais *annuel*. Par l'intermédiaire des administrations communales, les bulletins de la statistique devaient être remplis, d'après les données des cultivateurs.

Au début, ce service fonctionnait assez bien, mais on ne tarda pas à remarquer des négligences regrettables. On constata dans les relevés des chiffres impossibles concernant les rendements des cultures et même pour les changements intervenus dans les superficies, on ne trouva souvent pas de trace de relevés, les chiffres étant sensiblement les mêmes que l'année précédente.

Le Gouvernement a décidé de se contenter d'un recensement approfondi à des époques régulières, mais assez éloignées, et dans l'intervalle, les chiffres devront être modifiés pour chaque année, par le service des agronomes de l'État, assistés par des commissions spéciales formées par les comices agricoles. Ce système permet de réaliser de grandes économies, d'arriver à une exactitude approximative fort satisfaisante, d'autant plus qu'on pourra aisément tenir compte des exploitations agricoles de moins d'un hectare d'étendue, alors que précédemment il fallait les négliger dans les relevés annuels.

Le dernier recensement général et approfondi date de 1910. Les résultats seront publiés chaque année, le service des agronomes fournira les données nécessaires qui nous tiendront au courant des modifications que subit la statistique agricole.

Les chiffres du recensement général serviront de base, mais seront modifiés, après mûr examen de la situation dans les divers cantons, et on disposera de renseignements amplement suffisants pour l'avenir et d'une exactitude plus grande que dans le passé.

Cette mesure est unanimement approuvée.

QUESTION.

A-t-on remplacé la statistique annuelle par un système moins dispendieux ?

Quand paraîtront les données du recensement général de 1910, les renseignements pour 1911 et ceux pour 1912 ?

RÉPONSE.

Le coût de la statistique annuelle est de 7,000 francs environ.

Cette statistique est établie par les agronomes de l'Etat, avec le concours facultatif de commissions de statistiques nommées par les comices agricoles.

Les données du recensement général de l'Agriculture du 31 décembre 1910, seront publiées dans le courant de 1913.

Les renseignements pour 1911 sont sous presse et paraîtront à la fin de l'année. Ceux de 1912 paraîtront dans le cours du premier semestre de 1913.

Des mesures seront prises pour que les estimations annuelles puissent être publiées dorénavant pendant l'année même à laquelle elles se rapportent.

LA COMMISSION DES TERRAINS INCULTES.

Les travaux de la Commission de la mise en valeur des terrains incultes a donné lieu à la question suivante :

QUESTION.

Pourrait-on fournir une note résumant les travaux de la commission de la mise en valeur des terrains incultes ?

RÉPONSE.

La Commission fut instituée par arrêté ministériel, le 5 septembre 1912, dans le but d'étudier toutes les mesures qui peuvent contribuer à la mise en valeur des territoires incultes et d'en proposer l'exécution aux autorités compétentes.

La nécessité de défricher les landes incultes avait été signalée, à maintes reprises, et plus récemment par la Commission de la cherté des vivres.

Cette Commission, après avoir fait ressortir que l'élevage du bétail indigène doit demeurer la base et la source principale de l'alimentation de nos marchés, indique, parmi les moyens propres à développer le cheptel bovin national, celui de la mise en valeur de nos terres incultes. Nos landes actuelles, transformées en prairies et en terres arables, pourraient produire des quantités de fourrages, permettant l'entretien d'un bétail plus nombreux.

On réduirait ainsi, dans une proportion sensible, le nombre des bêtes de boucherie importées qui s'est élevé, de 1902 à 1911, à une moyenne annuelle de 64,392.

Jusqu'à ce jour, la Commission a tenu trois séances, consacrées à la discussion des premiers rapports présentés par ses membres.

Les rapports déjà présentés ont pour objet :

L'organisation des travaux de la Commission par M. De Vuyst, directeur général de l'Office rural ;

Les encouragements à donner aux petits cultivateurs pour les engager à mettre des terres en valeur, par M. Caron, membre de la députation permanente, à Turnhout ;

Le défrichement des terres communales incultes, par M. Lonchay, membre de la députation permanente, à Remoiville ;

Les encouragements à donner à l'initiative privée, par M. Pierre Verhaegen, conseiller provincial, à Gand ;

Les propriétés particulières maintenues incultes, par M. Bareel, bourgmestre de Calmpthout;

Les sociétés de défrichement à l'étranger et la création d'un organisme semblable en Belgique, par M. Frateur, professeur à l'Université de Louvain.

D'autres rapports sont annoncés.

CHAPITRE V. — OFFICE HORTICOLE.

Le Département de l'agriculture, depuis quelque temps, accorde une attention soutenue à l'horticulture.

L'Office horticole a été créé. Chaque jour cette branche de la production du sol acquiert une importance croissante, sur toute la surface du pays.

Le service central est assisté par quelques spécialistes, les conseillers d'horticulture, qui remplissent une mission analogue à celle des agronomes de l'État.

Le service horticole doit s'occuper, en ordre principal, de la vulgarisation des meilleurs procédés de production, de l'enseignement horticole aux divers degrés, de l'organisation de la vente des produits, de la défense des cultures contre leurs ennemis végétaux et animaux.

L'Office horticole a publié diverses publications traitant de nos débouchés, des procédés de culture, des questions d'économie administrative, toutes hautement utiles.

La vulgarisation de bonnes méthodes de production fruitière et maraîchère peut être faite avec succès par ces publications, surtout si elles sont soutenues par le travail des conseillers d'horticulture, à ce point de vue il paraît nécessaire que leur nombre fût mis en rapport avec les progrès que les publications assurent.

Jusqu'à ce jour nous n'avons que quatre conseillers d'horticulture.

Leur nombre doit naturellement être mis en rapport avec le développement des services.

NOS VERGERS.

Beaucoup de nos vergers, autrefois si productifs, laissent à désirer. Les arbres sont improductifs, par suite du mauvais choix dans les plantations et de l'absence de soins et de traitement rationnels.

Le Gouvernement a institué pour 1912-1913, des cours en vue d'une meilleure culture des vergers, cette mesure doit être approuvée.

À cet égard, il importe d'appeler l'attention du Gouvernement et du public sur une crise que traversent les vergers belges.

Beaucoup sont misérables. La plupart des arbres y meurent dès l'âge de 20 à 30 ans; les pommiers y gagnent le chancre ou sont épuisés par le puceron lanigère. Le mal est causé par les pépiniéristes mêmes qui font venir de l'étranger leurs plans de semis. Or, ces derniers proviennent généralement de fruits de rebut, tels qu'on les travaille dans les fabriques de mélasse, de sirop ou de cidre. Le mal est si avéré, que M. Burvenich O., professeur à Gand, a jeté le cri « Zaait zelf » dans une conférence donnée à Saint-Gilles-

Waes, et publiée dans un opuscule spécial. Il conseille de ne plus acheter d'arbres chez le pépiniériste, conseil que le tout petit nombre des intéressés peut suivre. Toutefois, si les pépiniéristes pouvaient semer eux-mêmes des pépins de fruits du pays, ils auraient un avantage à choisir les plus beaux qui donneraient les plants les plus vigoureux. En employant même des pépins de qualité inférieure, on aurait des sujets bien acclimatés, mais on en importe surtout de France qui jouit d'un climat plus propice que le nôtre. Il faudrait plutôt faire l'inverse, si l'on ne veut pas obtenir des arbres souffreteux.

Anciennement, on plantait les pommiers et les poiriers à des distances de douze ou au moins de dix mètres ; actuellement, on les place à huit, et c'est encore trop. Pour le poirier, qui ne vit pas vieux et qui peut produire plus jeune le mal se trouve réduit, d'autant plus que cet arbre pousse en général mieux que le pommier. Mais, pour celui-ci, des mesures semblent s'imposer, sinon il risque de disparaître.

Il n'appartient pas à la section centrale d'indiquer le remède. Faut-il prendre des mesures d'investigation, de contrôle à la frontière ? Faut-il favoriser les pépiniéristes qui sèment des semis sélectionnés du pays ? Il est certain que les pouvoirs publics doivent s'occuper de cette situation et que des remèdes s'imposent.

LES COURS D'HORTICULTURE.

Depuis trois ans, le Gouvernement a augmenté notablement les cours horticoles. Le nombre de ces cours qui s'adressent spécialement aux artisans adultes, est actuellement de plus de 40.

Créés sous les dénominations de section horticole, d'école temporaire, d'école du soir, d'école dominicale, cet enseignement s'efforce de s'adapter le plus parfaitement possible aux exigences des milieux si divers où il est installé, s'attachant moins aux programmes qu'aux méthodes, il vise à parfaire l'éducation des artisans.

*
* * *

Un arrêté royal du 16 novembre 1912 a organisé, dans l'intérêt de notre commerce de plantes horticoles avec les États-Unis d'Amérique, un système d'investigations portant sur toutes nos cultures horticoles qui livrent habituellement leurs produits au commerce.

On doit former des vœux que les mesures ne soient pas trop draconiennes et n'entravent pas notre commerce avec l'Amérique.

CHAPITRE VI. — EAUX ET FORÊTS.

L'étendue approximative de la partie boisée du territoire belge se compose comme suit :

Le domaine de l'État : 25,000 hectares boisés.

Le domaine des communes : 160,000 hectares boisés. En plus, 30,000 hectares environ qui appartiennent aux communes et ne sont point boisés, mais qui pourraient l'être.

Les particuliers possèdent 325,000 hectares boisés et environ 50,000 hectares non boisés qui pourraient l'être.

Il en résulte qu'approximativement les administrations publiques possèdent 215,000 hectares boisés ou non boisés et les particuliers 375,000 hectares.

Or, le budget de l'agriculture, d'une part, celui des voies et moyens d'autre part, nous prouvent, que les beaux domaines de l'État, les forêts qui semblent croître d'elles-mêmes, ne rapportent que 700,000 francs, alors que la gestion coûte 1,200,000 francs. Mais on ne peut perdre de vue que les 190,000 hectares des communes sont administrés par le même service. D'autre part, les forêts ont des avantages climatiques et diminuent les inondations. Il faut cependant reconnaître que les propriétés boisées des particuliers procurent les mêmes avantages et qu'au point de vue du rendement elles sont souvent mieux soignées que celles de l'État.

Actuellement, il est plus profitable de cultiver les terres, de transformer en prairies les bruyères, que de boiser à outrance. En Campine, cela réussit sur une grande échelle et c'est un bien immense pour la population. Ce sont les nouveaux procédés de défrichement qui ont permis de réaliser ce progrès.

Les forêts doivent exister, mais quant aux terres de bonne et moyenne qualité, il est préférable de les destiner à l'exploitation agricole ou horticole.

Cependant, chaque fois qu'un domaine boisé est mis en vente publique, on invoque mille et un motifs permettant d'insister auprès du Gouvernement pour que l'État l'acquiert.

Ce qui est exposé plus haut prouve qu'il importe, en cette matière d'acquisition de domaine, d'agir avec une extrême prudence et une grande modération.

*
* *

Des membres de la section centrale expriment le désir de voir les agents des Eaux et Forêts (ingénieurs forestiers) jouir du même traitement et des mêmes frais de route que les agronomes.

Les études des ingénieurs forestiers, qui sont aussi ingénieurs agricoles, sont plus étendues que celles des agronomes; ils sont chargés d'un service important, alors que leur traitement et leurs frais de route sont bien inférieurs à ceux des agronomes, bien que faisant partie d'un même ministère.

CHAPITRE VII. — VOIRIE COMMUNALE.

Deux questions ont été posées :

QUESTION.

Le Gouvernement accorde-t-il des subsides aux administrations communales pour l'entretien des chemins vicinaux ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement intervient depuis 1907 dans les dépenses d'entretien des chemins vicinaux de grande communication améliorés (voir article 39,

tableau A du budget) en allouant aux provinces des subsides à répartir entre les communes qui se trouvent dans les conditions prescrites. Les tableaux de cette répartition sont soumis à l'approbation préalable de mon Département.

QUESTION.

Le Gouvernement compte-t-il intervenir en faveur des communes en accordant le transport gratuit des matériaux même pour l'entretien des chemins d'utilité agricole?

RÉPONSE.

Le crédit porté à l'article 59, tableau A, du budget pour 1913, permettra au Gouvernement d'encourager l'entretien des chemins améliorés avec intervention de l'État, comme chemins agricoles, en remboursant tout ou en partie les frais de transport des matériaux de rechargement.

VOIRIE VICINALE.

Ces dernières années un grand progrès a été réalisé pour l'amélioration de la voirie vicinale. Dans toute la Belgique, les communes ont amélioré la voirie et le Gouvernement, en décrétant les chemins dits de grandes communications, a trouvé la solution pour accorder un subside pour la moitié de la dépense. A celui-ci vient s'ajouter le subside qu'accordent la plupart des provinces et qui s'élève à un sixième. Soit les $\frac{2}{3}$ de la dépense totale qui sont couverts par le subside.

Il en résulte que les communes ont largement profité de ses heureuses dispositions.

Récemment encore, une autre disposition a été prise, qui est appelée à améliorer le bon entretien de la voirie vicinale, c'est l'intervention de l'État par voie de subside pour la réfection des chemins de grande communication. A l'avenir, ces chemins vicinaux pourraient être subventionnés pour leur entretien. Au point de vue de la classification des chemins de grande communication des règles uniformes sont adoptées pour toutes les contrées du pays.

LES CHEMINS AGRICOLES.

Mais si un grand pas a été fait pour étendre et améliorer la voirie vicinale, il n'en est pas de même pour les chemins agricoles. Consultez un grand nombre d'administrations communales; elles vous diront que les améliorations des chemins agricoles, au moyen de moellons et de gravier, n'ont pas donné le résultat espéré. Les travaux d'entretien, que ces chemins améliorés occasionnent, sont si fréquents qu'ils constituent une lourde charge pour le budget communal et que l'économie qu'on a voulu faire, lors de sa construction, en préférant ce genre de macadam aux pavés ordinaires, est perdue par les dépenses annuelles d'entretien.

Il faut, de toute nécessité, que le département de l'agriculture accorde le

transport gratuit des matériaux, tant pour l'entretien que pour la construction.

Il est vrai qu'un premier pas a été fait dans cette voie et, dans le budget en discussion, l'article 38 renferme un crédit de 200,000 francs qui est libellé comme suit :

Subsides aux communes rurales pour les aider à assurer le bon entretien des chemins améliorés avec l'intervention de l'Etat, comme chemins agricoles.

Deux questions se posent. Qu'entend-on par communes rurales ? Qu'entend-on par chemins agricoles ?

La circulaire ministérielle du 25 juillet 1912 nous le dit :

« Pour la répartition de ces subsides, sont considérées comme communes rurales :

1. Celles de moins de 5,000 habitants.

1. Celles dont la densité de population obtenue en divisant le nombre d'habitants par la superficie totale en hectares est inférieure à vingt.

Les chemins améliorés avec l'intervention de l'État, comme chemins agricoles, sont :

1. Ceux qui ont été pavés ou empierrés avec l'assentiment du département au moyen de matériaux transportés à ses frais.

2. Ceux qui ont bénéficié, pour leurs améliorations, d'un subside du département ne dépassant pas le quart de la dépense.

L'intervention du département, dans les frais d'entretien, consistera :

a) Dans le remboursement total ou partiel des frais de transport des matériaux par chemin de fer de l'État concédé ou vicinal ;

b) Ou bien dans l'octroi d'un subside égal au quart de la dépense totale fixée par l'adjudication publique.

On se prend à douter qu'une somme de 200,000 francs puisse suffire. Si elle suffit, c'est la preuve que l'entretien régulier ne se fait pas dans le pays entier, et que bientôt les capitaux considérables consacrés à leur construction seront perdus par défaut d'entretien, dans différentes parties du pays.

Une autre question qui se pose est celle de savoir si les conditions que le Département prescrit pour l'amélioration des chemins agricoles sont bonnes, ou s'il peut trouver dans leur construction même le vice qui en exige un si fréquent entretien.

Par circulaire du 23 mars 1909, le Département de l'Agriculture avait porté à 500 tonnes par kilomètre la quantité de ballast ou de pierraille échantillonnée dont les communes peuvent obtenir le transport en vue de l'amélioration des chemins agricoles.

Cette circulaire vient d'être modifiée, et par nouvelle circulaire ministérielle du 19 décembre 1912, on stipule qu'à l'avenir on calculera à raison de 400 tonnes par kilomètre, la quantité de ballast ou de pierraille échantillonnée dont le transport peut être demandé en vue de la construction de nouveaux empièvements agricoles (à raison de 5 mètres de largeur et 0^m.50 d'épaisseur).

D'autre part, la circulaire porte à 1,500 tonnes minimum les moellons par kilomètre de chaussée de 9 mètres de largeur et 0^m.30 d'épaisseur.

Voilà les règles fixées. Convieront-elles à l'avenir. Il est certain qu'en ce moment, basés sur l'expérience de nombreuses années, les chemins agricoles améliorés n'ont pas répondu à l'attente du pays.

VOEUX DU CONSEIL SUPÉRIEUR D'AGRICULTURE.

Le conseil supérieur de l'agriculture a voté, le 15 décembre 1912, les conclusions suivantes sur le rapport développé par le chevalier de Vrière.

« Le conseil supérieur de l'agriculture exprime le vœu que les communes » rurales, dans le but de mieux sauvegarder l'avenir, usent largement du » droit de faire des plans d'alignement qui n'entraînent aucun paiement » immédiat d'indemnité et qui défendent de construire à une distance déter- » minée de l'axe des chemins.

» Le conseil supérieur exprime le vœu que les gouvernements provin- » ciaux et l'Etat s'entendent pour assister les communes en les éclairant sur » le droit de faire des règlements d'alignement, en mettant à leur disposi- » tion le personnel des services techniques pour dresser les plans, ne fût-ce » qu'à titre d'indication, en assumant tout au moins partiellement les frais » de la confection des plans et en déterminant d'une façon précise la quote- » part payée à titre de subside dans les frais éventuels d'expropriation.

» Le conseil, tout en admettant que les pouvoirs obligent les particuliers » à bâtir à une certaine distance de la limite des chemins, insiste pour qu'en » tout cas aucun particulier ne soit privé de la jouissance partielle de sa » propriété sans une juste et préalable indemnité. »

La section centrale a jugé ce vœu comme étant trop important pour ne point le signaler.

Il est urgent de prendre pareille mesure si on ne veut pas sacrifier l'avenir de nos communes rurales qui se développent.

Les ressources leur manquent pour payer *hic et nunc* les frais d'un élargissement immédiat par la prise de possession des terrains limitrophes de tous chemins à élargir.

Mais la clause de bâtir en recul est une garantie pour l'avenir; et le jour où il y aura nécessité d'élargir ces chemins, les pouvoirs publics pourront le faire en indemnisant les propriétaires des terrains sans devoir recourir à des expropriations d'immeubles *bâtis*.

*
* *

Un autre vœu concernant les chemins de fer vicinaux, déposé par M. Dumont de Chassart, a été voté par la Société centrale d'agriculture. Vu son importance, il mérite d'être signalé.

Le conseil supérieur de l'agriculture adopte les conclusions suivantes :

1. De réclamer énergiquement la suppression de la taxe fixe de 50 centimes grevant chaque tonne de marchandise passant d'une ligne à une autre ligne vicinale ;

2. De réclamer la suppression de la taxe de 50 centimes par tonne pour marchandise provenant d'un vicinal à transborder sur wagon des chemins de fer de l'Etat, et vice-versa ;

3. De demander qu'une convention bien précise, mais large, entre la Société nationale des chemins de fer vicinaux et l'administration des chemins de fer établisse les rapports entre ces deux administrations. Cette convention devrait être établie de telle façon que la Société nationale des chemins de fer vicinaux soit maîtresse d'apprécier les circonstances dans lesquelles elle peut appliquer ses tarifs spéciaux, sans être obligée d'en référer pour chaque cas spécial à l'administration des chemins de fer de l'Etat, mais en maintenant toutefois le contrôle de l'administration centrale;

4. De demander la mise à l'étude de l'utilisation de wagons-trucs et de réclamer la jonction des lignes vicinales dont les aboutissants sont rapprochés de façon à supprimer les transbordements devenus trop onéreux par la main-d'œuvre.

5. Insister auprès du Gouvernement et de la Société nationale pour obtenir la création de lignes vicinales desservant spécialement les régions agricoles, même si ces lignes ne doivent pas être très rémunératrices;

6. De demander que dans le nouvel examen du régime des chemins de fer vicinaux on mette à l'avant-plan l'intérêt général plutôt que l'intérêt de chaque société.

Tableau B. — Services des Travaux Publics.

Dans les différentes sections, l'attention du Gouvernement a été spécialement appelée sur de nombreux travaux publics qu'on voudrait voir achever, notamment le canal de la Campine, ses ponts fixes ou mobiles; sur les travaux de jonction du canal de l'Escaut à la Meuse, sur le détournement de la Dendre canalisée, avant son entrée à Termonde.

Sur la nécessité d'avancer les études du canal de Roulers à la mer.

Sur l'amélioration du cours de la Honnelle.

On préconise la jonction du canal du Limbourg au canal de Louvain, en vue de l'exploitation des charbonnages de la Campine.

On préconise l'achat de différentes forêts au Luxembourg et le rachat aux communes de leurs droits sur la forêt de Freyr.

On signale la nécessité d'élargir la route de l'Etat à l'endroit dit la rue de l'Ange, à Namur, et la nécessité d'achever l'hôtel du gouverneur, à Bruges.

On insiste pour que les travaux de la Commission des Canaux brabançons, canalisation du Démer, jonction du canal de Louvain aux installations maritimes de Bruxelles, soient effectués.

L'attention a été également attirée sur les inondations qui se produisent périodiquement dans les Polders Waesiens. Les communes de cette contrée voient chaque année une partie de leur territoire, les terres polderiennes, inondée pendant une partie de l'hiver. Plus de 7,000 hectares de terre polderienne reçoivent les eaux supérieures de plus de 8,900 hectares de terres hautes limitrophes, ce qui provoque les inondations sur les terres inférieures.

Il importe, qu'à très bref délai, une solution soit trouvée pour débarrasser les terres polderiennes des eaux que les terres hautes y déversent.

* * *

Le travail d'utilité générale le plus urgent à exécuter en Belgique est d'établir des communications faciles entre les deux rives de l'Escaut, en face d'Anvers. Des millions de Belges y sont intéressés.

Le 15 octobre 1909, la Commission d'études des modes de communication à établir entre les rives de l'Escaut, au droit de la ville d'Anvers, terminait ses travaux. A l'unanimité, elle se ralliait aux propositions suivantes :

- a) La construction d'un tunnel au droit d'Anvers;
- b) L'établissement d'un transbordeur en dehors de la rade;
- c) L'amélioration du service des bateaux de passage pour les véhicules et charrettes.

Depuis cette époque, pour réaliser ce programme :

1° On a construit un ascenseur électrique à la rive droite de l'Escaut — et un ponton flottant à la rive gauche. Ces deux travaux sont achevés, et dans quelques semaines, ils pourront être mis en exploitation ;

2° Pour l'établissement du transbordeur entre Cruybeke et Hohoken, en dehors de la rade, tous les terrains sont acquis. Le projet est prêt, et on attend impatiemment la conclusion du contrat avec l'inventeur de ce système de passage d'eau, pour que les travaux puissent être entamés à bref délai ;

3° Mais le tunnel, le travail le plus nécessaire, le plus impatiemment attendu, est arrêté par de trop longues études. Cependant, les ingénieurs qui ont été envoyés en mission à Hambourg en vue de la possibilité de la construction d'un tunnel semblable de la Tête de Flandre à Anvers, sont entièrement favorables à cette entreprise. Ce travail est urgent, et on ne comprend pas pourquoi il ne pourrait pas être achevé en Belgique au bout de quatre ans comme en Allemagne.

La section centrale insiste le plus vivement sur cette question. La Belgique entière y est intéressée, et ce travail tant débattu autrefois, sur lequel existe un accord unanime, doit être exécuté. Le pays ne comprendrait pas de plus longs retards.

* * *

Dans certaines contrées du pays, il existe encore des droits de barrière sur des routes concédées.

A l'expiration de la concession, ces routes reviennent à l'Etat ou aux communes.

C'est notamment le cas pour les cantons de Beveren, Waes et Saint-Gilles, où sept barrières grèvent le budget du public.

Sur la route de Calloo à Doel, deux barrières ;

Sur celle de Kieldrecht à Doel, une barrière.

Ces routes concédées reviennent à l'Etat.

Sur la route de Beveren à Calloo, une barrière ; de Kieldrecht par Meerdonck et La Clinge à la frontière hollandaise, deux barrières.

Sur la route de Verrebroeck à Meerdonck, une barrière.

Ces quatre routes, à l'expiration de la concession, reviennent aux communes, et la concession doit encore se prolonger durant une époque variant de une à vingt années.

Il est de la plus haute importance que des mesures soient prises pour supprimer ces péages.

Des négociations sont en ce moment en cours pour atteindre ce but. Il importe qu'elles aboutissent et que ces usages moyenageux disparaissent.

* *

Différents de ces travaux traités à l'occasion de ce budget trouvent leur place au budget extraordinaire, mais leur importance est telle qu'il est impossible d'en éviter la discussion au budget des travaux publics.

* *

Le budget a été voté par 6 voix et une abstention.

Le Rapporteur,

A. RAEMDONCK.

Le Président,

ALPH. HARMIGNIE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 JANUARI 1913.

Begrooting van het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken
voor het dienstjaar 1913 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER RAEMDONCK.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken voor het jaar 1913 beloopt desom van 31,128,207 frank, zijnde 586,461 frank meer dan het vorige jaar.

A. — <i>De gewone uitgaven</i> der diensten van den Landbouw beloo- pen	fr. 12,493,907
En van de Openbare Werken	» 17,154,300
Te zamen	fr. 29,650,207

Er is dus eene vermeerdering van uitgaven van 787,461 frank.

B. — <i>De uitzonderlijke uitgaven</i> der diensten van den Landbouw belooopen	fr. 85,000
En van de Openbare Werken.	» 1,393,000
Te zamen	fr. 1,478,000

Er is dus eene vermindering van 171,000 frank.

De totale vermeerdering der begrooting bedraagt bijgevolg 586,461 frank.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

Tabel A. — Dienst van den Landbouw.

HOOFDSTUK I. — GEWICHTIGHEID VAN DEN LANDBOUW.

Dat de landbouw te onzent van allergrootst belang is, wordt door eenieder erkend.

(1) Begrooting, nr 4^{XIII}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Harmignie, bestond uit de heeren Bóval, Van Cleemputte, Pastur, Persoons, Imperiali en Raemdonck.

De klasse der landbouwers is de talrijkste van al de arbeidersklassen en de landbouw is een der rijkste bronnen van 's lands welvaart.

Hulde behoort gebracht aan het Departement van Landbouw dat, sedert acht en twintig jaar, met welslagen ijvert voor den bloei van een der aanzienlijkste takken van 's lands welvaart en voor de verbetering van de landbouwbevolking.

Leden der Middenafdeeling hadden gewenscht dat, bij de ministerieele wijzigingen, de diensten van den Landbouw, gewichtig als deze zijn, niet zouden toegevoegd worden aan zoo belangrijke diensten als de Openbare Werken, zulks uit vrees die op het achterplan te zien schuiven.

Een ander lid had gewenscht de diensten der Gezondheid opnieuw te zien toevoegen aan die van den Landbouw, wegens het innig verband tusschen die beide diensten en het aantal ambtenaars die terzelfder tijd van de twee departementen afhangen.

Hoe het ook zij, de Middenafdeeling verlangt eenparig dat men aan de diensten van den Landbouw het billijk aandeel gunne, door diens gewichtigheid geverg'd, en dat, in het verslag en bij de besprekingen, de noodwendigheden van de groote openbare werken, welke in België dienen te worden uitgevoerd, die van den landbouw niet doen voorbijzien.

DE ARBEIDSKRACHTEN OP DEN BUITEN.

Wat, op dit oogenblik, de landbouwers meest verontrust, is de schaarsheid der arbeidskrachten op den buiten.

De boeren, die niet vele met hen werkende kinderen tellen, vinden moeilijk middel om hun veldarbeid te doen uitvoeren.

De uittocht der landelijke werkers naar de werken in de groote steden en de nijverheidswerken is algemeen in verschillende streken des lands. Die toestand is zeer moeilijk te verhelpen.

Men dient echter het gebruik der landbouwmachines te verbreiden en door instellingen, zooals de comices en de vrije vereenigingen, pogingen tot vulgariseering aan te wenden door het oprichten van scholen van werktuigkunde.

Zulk vulgariseeringswerk kan, in zekere mate, de gevolgen verzachten van den uittocht der landelijke krachten, waarover onze landbouwers zoo bitter klagen.

Daarenboven dient men er op te letten, dat het noodig is onverwijld maatregelen te nemen om het aantal kleine landbouwbedrijven te vermeerderen.

STALWEDSTRIJDEN.

Het bouwen van hoeven en inzonderheid het bouwen en verbeteren van stallen behoort meer te worden aangemoedigd. De stallen laten oneindig veel te wenschen over, wat de gezondheid van het vee betreft, en wel vooral in de streken met kleine boerderijen.

De stalwedstrijden, door de Regering ingesteld, zijn hoogst nuttig tot

verbetering van de stallen, doch de comités klagen over den omzendbrief van 12 Juni 1912. Zij meenen dat de toelagen uit dien hoofde te gering worden. Bij den omzendbrief is aanbevolen, de prijzen te verdeelen volgens den toestand der stallen bij het tweede bezoek van den keurraad, zoodus na de ingevolge den wedstrijd toegebrachte verbeteringen. Tevens laat hij toe, rekening te houden met die verbeteringen mits zekere beperkingen. Niets belet, bij voorbeeld, zelfs ieder jaar het beschikbare geld te verdeelen onder groepen pachters die reeds schoone stallen bezitten.

Anderdeels sluit hij van den wedstrijd al de stallen uit, die niet van eerst af 60 punten behalen. Zulks bemoeilijkt de deelneming van onze kleine pachters; nu, het is juist bij hen dat verbetering het meest noodig is. Trouwens, de omzendbrief gewaagt niet van *wedstrijden tot verbetering* der stallen, doch slechts van *stalwedstrijden*, wat schijnt te willen zeggen: wedstrijden tot het houden van stallen.

Het is noodig te bepalen waartoe de verleende kredieten moeten uitgekeerd worden, of het enkel is tot de *verbetering der gebouwen* of tot eenig ander doel.

VRAAG.

Welke zijn de vermoedelijke uitwerkselen van den omzendbrief van 12 Juni 1912, rakende de stalwedstrijden?

Vreest de Regeering niet dat hij hunne werking zal belemmeren?

ANTWOORD.

« In den omzendbrief van 12 Juni 1912, rakende de stalwedstrijden, komen twee bepalingen voor, geschikt om die wedstrijden uit te breiden: hij verhoogt, voor de stalwedstrijden van runderen en varkens, het beloop der bijdrage van den Staat en hij neemt aan dat een vierde der toelagen van den Staat desnoods besteed worde aan de algemeene kosten der wedstrijden, wat dus aan de vereenigingen, die over geen middelen beschikken, toelaat die wedstrijden zonder ander geld dan de Staatstoelagen in te richten. Bovendien schrijft de omzendbrief sommige maatregelen voor, geschikt om het nuttig uitwerksel der wedstrijden te vermeerderen; de landbouwkundige van den Staat werkt rechtstreeks mede bij het opmaken van het programma. Daar hij aldus in staat is de plaatselijke noodwendigheden, naar welke hij zich, krachtens den omzendbrief, in elk geval behoort te richten, van nabij te onderzoeken, is zijn optreden doelmatiger dan wanneer het programma hem enkel ter goedkeuring wordt voorgelegd.

» Tot dus verre werden de door den Staat verleende toelagen, in de meeste gevallen, onder de mededingers verdeeld bij wijze van premiën geëvenredigd aan de kosten, door elk hunner gedaan tot verbetering hunner stallen *ter gelegenheid van den wedstrijd*. Dit stelsel verwekt klaarblijkelijk, bij de landbouwers, eene strekking om de inrichting van eenen wedstrijd af te wachten, alvorens aan hunne stallen vaak spoedvereischende verbeteringen toe te brengen. Daar, anderdeels, de verdeling der premiën, in dit

stelsel, niet berust op eene vergelijking tusschen de werken, door de zoogezegde mededingers uitgevoerd, bestaat onder hen niet de minste wedijver.

» De omzendbrief van 12 Juni 1912 *beveelt aan*, zooveel doenlijk dit stelsel te vervangen door het stelsel dat bij elken eigenlijk gezegden *wedstrijd* is aangenomen en hierin bestaat, bij voorbaat het aantal en het bedrag der premïën te bepalen, welke al de mededingers kunnen bekomen, doch die alleen door de meest verdienstelijke zullen behaald worden.

» Deze wijze van verdeling schijnt de redelijkste; echter, het Departement van Landbouw legt ze niet volstrekt op. Het bepaalt er zich bij, ze overal aan te bevelen waar men uit de plaatselijke omstandigheden kan afleiden, dat hare toepassing den bijval der wedstrijden niet zal in gevaar brengen.

» Gezegde omzendbrief schrijft tevens het gebruik voor van eene schaal punten, welke verschilt volgens de plaatselijke noodwendigheden.

» Het schijnt niet dat er, in die bepalingen en aanwijzingen, eene enkele voorkomt, welke, zoo zij naar behooren wordt verklaard, de toeneming van de stalwedstrijden zou kunnen belemmeren. »

Dit antwoord is van aard om volkomen bevrediging te schenken aan de vragen der landbouwers. De door vele beknibbelde omzendbrief prijst een stelsel aan, maar legt dit niet op!

HET MODERNE DORP.

Rakende het bouwen van hoeven en stallen ten dienste van den landbouw, behoort reeds nu de aandacht te worden gevestigd op een gelukkig initiatief dat werd genomen ter gelegenheid van de Tentoonstelling te Gent in 1913 en door de Regeering mild werd aangemoedigd.

Ik bedoel het « moderne dorp ».

Terecht werd er op gewezen dat, in de werelddtentoonstellingen, de landbouw in het algemeen niet bevoordeeld is en de plaats niet inneemt, welke er aan toekomt. Onder den naam « Paleis van den Landbouw » was hij vaak verdrongen in een hoekje der Tentoonstelling, waar men een min of meer onbeduidend gebouw aantrof.

Te Gent oordeelde men dat de landbouwtentoonstelling eene uiting dient te wezen van zijne werkzaamheid; dat zij aantrekkelijk en leerzaam moet zijn en tot nieuwe vorderingen nopen.

De officieele deelneming zal vertegenwoordigd zijn door een moderne dorp.

Men zal er de voornaamste gebouwen vinden, welke men in een landelijk dorp aantreft: eene dorpskerk, een gemeentehuis, eene groote en eene kleine schoolhoeve, eene landarbeiderswoning, eene tuinbouwinstallatie, eene kweekrij van gevogelte, een paviljoen voor biënteelt, eene afspanning, eene melkerij, eene smidse, een paviljoen van waters en bosschen, enz. Elk gebouw zal gemeubeld en uitgerust zijn, het zal een model van het soort uitmaken, voorzien van al het hedendaagsche comfort.

In deze paviljoenen zal er overgegaan worden tot proeven, door de melkerijscholen en de huishoudscholen in te richten. De stallen zullen gevuld zijn, ook zullen er bestendige of tijdelijke wedstrijden plaats hebben.

De deelneming van het landbouwbedrijf te Gent zal belangrijk en leerszaam zijn; de aandacht van al wie aan landbouw doet, dient dus op deze tentoonstelling te worden gevestigd.

Hopen wij dat de bijval zal beantwoorden aan de door de initiatiefnemers geuite gedachten en dat hunne pogingen de landbouwers zullen ten goede komen.

*
* * *

HOOFDSTUK III. — VULGARISEERING DER LANDBOUWWETENSCHAP.

De Regeering vervolgt met welslagen haar stelsel van vulgarisering der landbouwwetenschap en van verspreiding van het verstandig gebruik der scheikundige meststoffen, door middel van voordrachten en proefvelden.

Deze voordrachten worden ingericht onder de bescherming der comices, der vrije vereenigingen en der gemeentebesturen.

De stof, welke de voordrachthouders moeten behandelen, wordt uitsluitend door de landbouwkundigen opgegeven. Wat de keuze der voordrachten betreft, dient men meer vrijheid te laten aan de landbouwinstellingen. Deze kunnen immers best oordeelen over den toestand hunner streek en over de leemten welke dienen te worden aangevuld om de landbouwwetenschap te verbreiden.

VRAAG.

Is het aantal landbouwkundigen in al de provinciën toereikend?
Stelt de Regeering zich voor, het te vermeerderen?

ANTWOORD.

Vermeerdering van het aantal landbouwkundigen van den Staat is voorts nog niet vereischt.

Het Departement behoudt zich voor, de noodige maatregelen te nemen ingeval het aantal dier ambtenaren in deze of gene provincie ontoereikend mocht worden.

VRAAG.

Zou de Regeering de landbouwbonden kunnen steunen, welke inlichtingsbureelen van wetenschappelijken, technischen en maatschappelijken aard zouden inrichten?

ANTWOORD.

Het Departement verleent aan de landbouwbonden toelagen voor het toezicht over hunne aangesloten vereenigingen. Bij hun bezoek hebben de opzieners gelegenheid, aan die vereenigingen alle gewenschte aanwijzingen te verschaffen, met het oog op hunne eigen werking en hunne betrekkingen met den bond.

Anderdeels zijn de landbouwkundigen van den Staat gelast, aan de landbouwers inlichtingen van wetenschappelijken en technischen aard te ver-

strekken en de inrichters van maatschappelijke landbouwwerken met hunnen raad behulpzaam te zijn ; tot dus verre werd niet het afdoende bewijs geleverd, dat die ambtenaars voor hunne taak niet zouden berekend zijn.

De Regeering heeft, met hetzelfde doel, andere diensten ingericht, met name het landbouwambt, het zuivelstation, de laboratoriums voor onderzoekingen, het inlichtingsbureau voor den uitvoer der land- en tuinbouwvoortbrengselen.

DE LANDBOUWSYNDICATEN.

De syndicaten tot gezamenlijken aankoop van zaaizaden en scheikundige meststoffen genieten steeds de voorkeur van de landbouwers. Ingericht als zij zijn in de vereenigingen, worden die syndicaten tot aankoop hoog gewaardeerd en nemen zij elk jaar in belangrijkheid toe.

Men vraagt zich af waarom de zoo voorspoedige syndicaten tot aankoop geen syndicaten tot verkoop deden ontstaan. Soortgelijke instellingen vindt men in Zeeland ; de « Boerenbond » te Leuven richt er met welslagen in, maar die syndicaten zijn zeer zeldzaam, terwijl de syndicaten tot aankoop zeer talrijk zijn. Zou de Regeering iets in dien zin kunnen tot stand brengen ?

* * *

Rakende de veekweekbonden werd de volgende vraag gesteld :

VRAAG.

Is de Regeering voornemens, maatregelen te nemen om de veekweekbonden nog meer aan te moedigen en de fokrassen te verbeteren ?

ANTWOORD.

De Regeering is voornemens, het verleen van toelagen aan de veekweekbonden afhankelijk te maken van het inacht nemen van sommige regelen geschikt om de stelselmatige verbetering der huisdierrassen te bevorderen.

Het nieuwe stelsel van verdeling der toelagen, dat thans ter studie ligt, zal onvermijdelijk eene vermeerdering van onkosten veroorzaken.

DE « ARTIKELN 8, 9, 10, 11 VAN DE BEGROOTING ».

Verschillende jaren werd de wijze van verdeling der kredieten, in de artikelen 8, 9, 10 en 11 der Begrooting uitgetrokken, lang besproken.

De Middenafdeeling heeft gemeend dat het nuttig is, die verdeling in hare bijzonderheden te kennen.

Volgende vraag werd gesteld..

VRAAG.

Kan de Middenafdeeling nadere inlichtingen bekomen aangaande de wijze van verdeling der kredieten, uitgetrokken in de artikelen 8, 9, 10 en 11 der Begrooting ?

ANTWOORD.

Art. 8. — Het krediet van 206,800 frank is verdeeld als volgt :

Landbouwtoezicht

a) Wedden	fr.	21,700
b) Reiskosten		8,300

Landbouwkundigen van den Staat

a) Wedden	fr.	120,000
b) Reiskosten		40,000
c) Kantoorkosten		8,100
d) Materieel		8,200
		206,800

ART. 9.

a) Vergoedingen voor paarden en vee, op bevel der overheid afgemaakt	fr.	8,000
--	-----	-------

b) Vergoedingen voor runderen en varkens, wegens tuberculose afgemaakt of in beslag genomen :

Runderen	1,020,000
Varkens	55,000
	1,055,000

c) Vergoedingen voor gestorven of geslachte runderen, die werden bevonden door koolziekte aangetast te zijn.	95,000
--	--------

d) Kosten wegens de uitbetaling van die vergoedingen. — Aankoop van tuberculine, malleïne, pokstoffen tegen de koolziekte, pokstoffen en serums tegen de vlekziekte der varkens, enz. — Allerlei uitgaven :

Aankoop van tuberculine	8,000
Aankoop van malleïne	2,000
Aankoop van pokstoffen en serums	83,000
Allerlei uitgaven	20,000
	113,000

e) Tegemoetkomingen tot verbetering der stalhygiëne	70,000
---	--------

f) Wegneming en vernietiging der doode lichamen van voor het verbruik ongeschikte dieren ; kosten van aankoop, vervoer en benutting van ontsmettende stoffen ; gezondheidsinrichtingen aan de grens ; vacatiekosten der vecartsen ter uitvoering van de reglementen op de tuberculose :

a) Wegneming der doode lichamen	130,000
b) Vacatiekosten der vecartsen	80,000
	210,000

g) Toelagen aan de provinciale landbouwfondsen.	18,000
h) Toelagen aan de onderlinge maatschappijen tot verzekering en herverzekering tegen de sterfte van paarden en vee.	555,000
i) Toelagen aan de provinciën ter uitvoering van de provinciale reglementen tot verbetering van runder- en paardenrassen : aanmoedigingen, aankoop van medailles :	

a) Runderras.	300,000	
b) Paardenras	285,000	
c) Medailles	15,000	
		600,000

j) Nationale premiën van bewaring, kosten voor den keurraad, medailles, diplomas, aankoop van verzamelingen, enz	36,000
--	--------

k) Toelagen aan de veekweekvereenigingen en veekweekbonden tot verbetering der runder,- paarden- en zwijnenrassen :

a) Veekweekvereenigingen	60,000	
b) Veekweekbonden	230,000	
		290,000

Art. 10. — Het krediet van 200,000 frank kan nagenoeg als volgt worden onderverdeeld :

1. Personeel van het veeartsenijkundig toezicht, bestaande uit 17 ambtenaren :

A. Wedden	94,500
B. Kantoorkosten	21,900
C. Reiskosten	53,600
D. Spoorwegabonnementen	7,000
2. Plaatsvervangende opzieners (vacatiekosten)	18,000
3. Aangenomen veeartsen id.	18,000
4. Door de wet voorziene reisbeurs voor veeartsen	4,000
5. Hulp aan weduwen van veeartsen.	3,000
	200,000

Art. 11. — Krediet van 9,000 frank :

Veeartsenijkundig toezicht :

Materieel	1,000	
Telefoonabonnementen voor de opzieners-veeartsen	3,000	
Allerlei drukwerk	5,500	
Bulletijn van gezondheids politie	1,500	
		9,000

DE VILPLAATSEN.

Sommige vilplaatsen beantwoorden niet aan de verwachting van het publiek, wat betreft het tijdsbestek binnen hetwelk de doode lichamen der dieren moeten worden weggehaald; wat aangaat de karren tot vervoer, welke niet genoegzaam voldoen aan de vereischten der hygiëne; wat betreft, in het Vlaamsche land, het in het Fransch opgemaakt formulier, dat de Vlaamsche landbouwer verplicht is te onderteekenen en waarvan hij den inhoud niet lezen kan.

Het zal volstaan, op die feiten te wijzen in een verslag der Middenafdeeling, om er van overtuigd te zijn dat die billijke klachten niet meer zullen moeten herhaald worden. De vilplaatsen zijn private vennootschappen welke een waar monopolie genieten en er alle belang bij hebben te bewijzen dat zij terecht het vertrouwen der Regeering genieten.

HOOFDSTUK IV. — DE LABORATORIUMS VOOR ONDERZOEKINGEN.

Het Departement geeft ieder jaar aan de Comices enkele bons voor kosteloze onderzoeking in de laboratoriums van den Staat.

Die bons voor ontleding worden in het algemeen door de Comices uitgereikt aan de syndicaten tot aankoop. Al de leden genieten er dus van; het is voor hen een groote waarborg.

Het gebeurt echter dat een tegenonderzoek wordt gevraagd door den verkooper of door het syndicaat. In dit geval moet de Minister van Landbouw het laboratorium aanduiden, dat met dit tegenonderzoek belast wordt. Nu, het gebeurt dat het Departement, waarbij de vraag regelmatig is ingediend, eene maand, soms meer nog, uitstelt om het tweede laboratorium aan te duiden. Tot dus verre werd die vertraging niet verrechtvaardigd.

VRAAG.

Wanneer landbouwsyndicaten een monster hunner aankopen hebben onderworpen aan een laboratorium voor onderzoekingen, gebeurt het dat een tegenonderzoek wordt aangevraagd.

In dit geval moet de Regeering het tweede laboratorium aanduiden, dat daarmede belast is.

Om welke reden wacht zij gedurende eene maand, en meer zelfs, om tot die aanduiding over te gaan?

ANTWOORD.

Elke aanvraag om tegenonderzoek wordt gericht tot den bestuurder van het laboratorium dat de eerste onderzoeking deed.

Na ontvangst van die vraag, waaraan het tweevoud van het te onderzoeken monster is toegevoegd, maakt de bestuurder die over aan het Ministerie.

Het Bestuur maakt dit monster *dadelijk* over aan het laboratorium dat met het tegenonderzoek belast is.

De belanghebbenden zijn, over het algemeen, binnen vijftien dagen in bezit van het bulletijn waarin vermeldt worden de uitslagen van het tegenonderzoek.

Bestaat er echter, tusschen de uitslagen der eerste twee onderzoeken een verschil dat door de onderrichtingen bepaalde afwijkingen te buiten gaat, dan wordt, van ambtswege, door het Bestuur overgegaan tot het onderzoek van het derde monster, wat een nieuw uitstel vergt.

In dit geval is het moeilijk, de belanghebbenden in bezit te stellen van de uitslagen van het tegenonderzoek vóór een tijdsverloop van minder dan drie weken tot eene maand.

De toezending der bulletijns van de tweede en vooral van de derde onderzoeking kan nog aanzienlijke vertraging ondergaan, wanneer een der monsters breekt gedurende de toezending ter bestemming; dan moet men hetzij het drievoud, hetzij het overblijvende van de eerste twee monsters opeischen.

Eindelijk is het voor de onderzoeking gevergd tijdsverloop min of meer lang naar gelang van den den tijd van het jaar waar het tegenonderzoek wordt gevraagd, vermits de laboratoriums het zeer druk hebben in de lente en in den herfst.

In geen enkel geval kan de vertraging geweten worden aan nalatigheid vanwege het Bestuur.

LANDBOUWSTATISTIEK.

Vóór 1895 werd de landbouwstatistiek op geregeld wederkeerende tijdstippen, om de tien of vijftien jaar, opgemaakt. Intusschen deden zich echter zulke gewichtige wijzigingen voor, dat men, op zekere oogenblikken, de cijfers niet meer kon vertrouwen.

Om dien staat van zaken te verhelpen, werd ertoe besloten tot eene bondige, doch *jaarlijksche* opneming te doen overgaan. Door bemiddeling van de gemeentebesturen, moesten de bulletijns der statistiek worden ingevuld volgens de gegevens der landbouwers.

In den beginne werkte die dienst tamelijk goed, maar al spoedig merkte men treurige nalatigheden op. Men stelde in de lijsten onmogelijke cijfers vast, rakende de opbrengst der teelten, en zelfs vond men dikwijls in de lijsten geen spoor van de in de oppervlakten voorgekomen wijzigingen; de cijfers waren nagenoeg dezelfde als het vorig jaar.

De Regeering besliste, zich tevreden te stellen met een nauwkeurige opneming op regelmatig gestelde, doch van elkaar verwijderde tijdstippen; intusschen moeten de cijfers voor elk jaar worden gewijzigd door den dienst der landbouwkundigen van den Staat, bijgestaan door bijzondere commissiën die door de landbouwcomices worden samengesteld. Aldus worden groote kosten uitgespaard en kan men, bij benadering, tot eene zeer bevredigende nauwkeurigheid komen, te meer daar men aldus gemakkelijk rekening kan houden met landbouwbedrijven van minder dan een hectare uitgestrektheid, terwijl deze vroeger in de jaarlijksche opgaven niet konden opgenomen worden.

De laatste algemeene en nauwkeurige opneming dagteekent van 1910. Jaarlijks zullen de uitkomsten worden bekendgemaakt; de dienst der landbouwkundigen zal de noodige gegevens leveren om ons op de hoogte te houden van de wijzigingen die de landbouwstatistiek ondergaat.

De cijfers van de algemeene opneming zullen tot grondslag dienen, doch zullen worden gewijzigd na rijp onderzoek van den toestand in de verschillende kantons; voor de toekomst zal men over voldoende inlichtingen beschikken en voor het verleden over meer nauwkeurigheid.

Deze maatregel wordt eenparig goedgekeurd.

VRAAG.

Heeft men de jaarlijksche statistiek vervangen door een goedkooper stelsel?

Wanneer worden de gegevens van de algemeene opneming van 1910 en de inlichtingen betreffende 1911 en 1912 bekendgemaakt?

ANTWOORD.

De jaarlijksche statistiek kost ongeveer 7,000 frank.

Deze statistiek wordt opgemaakt door de landbouwkundigen van den Staat met de vrije medewerking van de commissiën voor statistiek, door de landbouwcomices benoemd.

De gegevens van de algemeene landbouwopneming op 31 December 1910 zullen bekendgemaakt worden in den loop van 1913.

De inlichtingen betreffende 1911 liggen ter perse en zullen op het einde van het jaar bekendgemaakt worden; de inlichtingen betreffende 1912, in den loop van het eerste halfjaar van 1913.

Maatregelen zullen genomen worden om voortaan de jaarlijksche schattingen bekend te maken binnen het jaar waartoe zij behooren.

DE COMMISSIE VOOR DE ONTGINNING VAN BRAAKLANDEN.

De werkzaamheden van de Commissie voor de ontginning van braaklanden gaven aanleiding tot de volgende vraag :

VRAAG.

Kan ons eene memorie worden verstrekt, waarin de werkzaamheden van de Commissie voor de ontginning van braaklanden beknopt samengevat worden?

ANTWOORD.

De Commissie werd ingesteld bij ministerieel besluit van 3 September 1912, met het doel, al de maatregelen te onderzoeken die kunnen bijdragen tot de ontginning van braaklanden, en de uitvoering ervan aan de bevoegde overheden voor te stellen.

Herhaaldelijk, en nog onlangs door de Commissie voor de levensduurte, werd gewezen op de noodzakelijkheid van de ontginning der braaklanden.

Deze Commissie, na er op gewezen te hebben dat de fokkerij van inlandsch vee de grondslag en de voornaamste bron van onze markten moet blijven, duidde, onder de middelen tot aangroei van onzen inlandschen rundveestapel, de ontginning van onze braaklanden aan. De thans bestaande braaklanden, in weiden en in bebouwbare gronden veranderd, zouden groote hoeveelheden voeder kunnen voortbrengen en aldus zou men meer vee kunnen houden.

De invoer van slaachtvee zou aldus merkkelijk afnemen ; van 1902 tot 1911 werden jaarlijks gemiddeld 64,392 stuks ingevoerd.

Tot nu toe hield de Commissie drie vergaderingen tot behandeling van de eerste verslagen, door hare leden uitgebracht.

Deze verslagen handelen over :

De regeling der werkzaamheden van de Commissie, door den heer De Vuyst, algemeen bestuurder van den Dienst van Landbouw ;

De aanmoediging te geven aan geringe landbouwers om hen aan te zetten braakgronden te ontginnen, door den heer Caron, lid van de Bestendige Deputatie, te Turnhout ;

De ontginning der braak liggende gemeentegronden, door den heer Lonchay, lid van de Bestendige Deputatie, te Remoyville ;

De aanmoediging van het privaat initiatief, door den heer Pieter Verhaegen, provinciaal raadslid, te Gent ;

De braak gehouden particuliere eigendommen, door den heer Barcel, burgemeester te Calmpthout ;

De maatschappijen voor ontginning in het buitenland en de oprichting van soortgelijke vereeniging in België, door den heer Frateur, hoogleeraar te Leuven.

Andere verslagen worden nog aangekondigd.

HOOFDSTUK V. — TUINBOUWDIENST.

Het Departement van Landbouw wijdt sedert eenigen tijd zijne ernstige aandacht aan den tuinbouw.

De Tuinbouwdienst werd ingesteld. Met den dag groeit het belang van dezen tak der grondproductie aan over gansch het land.

De centralè dienst wordt bijgestaan door eenige vakmannen, de tuinbouwconsulenten, die dezelfde zending vervullen als 's Rijks landbouwkundigen.

De Tuinbouwdienst houdt zich in de eerste plaats bezig met de verspreiding van de kennis der beste voortbrengingswijzen, met het tuinbouwonderwijs in de verschillende graden, met de regeling van den verkoop der voortbrengselen, met de verdediging der gewassen tegen hun vijanden, hetzij dieren hetzij onkruid.

De Tuinbouwdienst gaf verschillende schriften uit over onze vertierwegen, over de wijze van beplanten, over zaken van bestuurshuishoudkunde, allen hoogst nuttig.

De verspreiding van goede methodes tot het winnen van fruit en war-moes kan met welslagen door die schriften geschieden, vooral wanneer op de medewerking van de tuinbouwconsulenten mag worden gerekend; daarom komt het noodig voor, hun getal in verhouding te brengen tot den vooruitgang, door gezegde schriften bewerkt.

Tot nu toe zijn er slechts vier tuinbouwconsulenten.

Hun getal moet natuurlijkerwijs gelijken tred houden met de uitbreiding der diensten.

ONZE BOOMGAARDEN.

Tal van boomgaarden, die eertijds zoo vruchtbaar waren, laten te wenschen over. De boomen geven geen vruchten ten gevolge van de slechte keuze der plantgewassen en van het gebrek aan zorgen en oordeelkundige behandeling.

Voor 1912-1913 heeft de Regeering leergangen ingericht met het oog op de verbetering van de boomgaarden; deze maatregel dient te worden goedgekeurd.

In dit opzicht dient de aandacht van Regeering en publiek te worden gevestigd op de crisis die de Belgische boomgaarden thans ondergaan.

Tal van boomgaarden zien er ellendig uit. De meeste boomen sterven er, zoodre zij 20 tot 30 jaar oud zijn; de appelboomen krijgen kanker of worden afgevreten van de boomluis. De oorzaak van het kwaad ligt bij de boomkweekers zelf, die hunne plantgewassen uit het buitenland doen komen. Nu, deze laatste komen over 't algemeen voort van minder goede vruchten, zooals er bewerkt worden in de fabrieken van suikerstroop, stroop of appelwijn. Het kwaad is zoo in 't oog springend, dat de heer O. Burvenich, leeraar te Gent, den kreet « Zaaït zelf » uitté in eene voordracht, te Sint-Gillis-Waas gehouden en uitgegeven in een afzonderlijk boekje. Hij geeft den raad, geen boomen bij den boomkweeker te koopen; een gering getal kan dien raad volgen. Echter, zoo de boomkweekers zelf kernen van inlandsche vruchten konden zaaien, dan zouden zij er voordeel bij hebben, de mooiste te kiezen, daar deze de klokste planten zouden geven. Al moest men zelfs kernen van mindere hoedanigheid bezigen, dan toch zou men planten bekomen, die aan het klimaat goed aanpassen, terwijl de ingevoerde planten meest al uit Frankrijk komen, waar er een veel gunstiger klimaat heerscht dan hier. Men diende dus veel-er het tegenovergestelde te doen, zoo men geen ziekelijke boomen bekomen wil.

Vroeger plantte men de appel- en perenboomen twaalf of ten minste tien meter van elkaar; thans bedraagt die afstand acht meter, en deze is nog te groot. De peerenboom wordt niet oud, hij kan jonger vruchten dragen; aldus is het kwaad voor dezen minder groot, te meer daar die boom over 't algemeen beter groeit dan de appelboom. Doch voor dezen zijn maatregelen noodig, zooniet loopt hij gevaar te verdwijnen.

De Middenafdeeling behoeft niet het redmiddel aan te wijzen. Moet men

maatregelen nemen tot onderzoek en toezicht aan de grens? Moet men de boomkweekers begunstigen, die uit uitgelezen inlandsch zaad gekweekte jonge boomen leveren? Zeker is het, dat de openbare machten zich om dien toestand moeten bekommeren en dat er maatregelen moeten genomen worden.

DE LEERGANGEN VAN TUINBOUW.

Sedert drie jaar heeft de Regeering het getal leergangen van tuinbouw merklijk doen toenemen. Thans zijn er meer dan veertig, hoofdzakelijk voor volwassenen.

Ingericht onder de benaming : « tuinbouwschool », « tijdelijke school », « avondschool », « Zondagschool », tracht dit onderwijs zooveel mogelijk te beantwoorden aan de behoeften der zoo verschillende plaatsen waar het gegeven wordt; het hecht minder belang aan de programma's dan aan de leerwijzen en streeft ernaar, de opleiding der ambachtslieden te voltrekken.

* * *

Een koninklijk besluit van 16 November 1912 heeft, in het belang van den handel in tuinbouwgewassen met de Vereenigde-Staten van Amerika, een stelsel van opsporingen tot stand gebracht, zich uitstrekkende tot al onze tuinbouwbedrijven die hunne voortbrengselen gewoonlijk in den handel brengen.

Het is te hopen dat de maatregelen niet al te streng zullen zijn en onzen handel met Amerika niet in den weg zullen staan.

HOOFDSTUK VI. — WATERS EN BOSSCHEN.

Het beboschte gedeelte van het Belgische grondgebied omvat bij benadering :

Het domein van den Staat : 25,000 hectaren bosch.

Het domein van de gemeenten : 160,000 hectaren bosch. Daarenboven, ongeveer 30,000 hectaren die aan de gemeenten toebehooren en niet beboscht zijn, doch het zouden kunnen zijn.

De particulieren bezitten 325,000 hectaren bosch en nagenoeg 30,000 hectaren niet beboschte, die het zouden kunnen zijn.

De openbare besturen bezitten dus ongeveer 215,000 al of niet beboschte hectaren, en de particulieren 375,000 hectaren.

Nu, uit de Begrooting van Landbouw, eensdeels, en uit die van 's Lands Middelen, anderdeels, blijkt dat de prachtige domeinen van den Staat, de bosschen die als vanzelf groeien, slechts 700,000 frank opbrengen, terwijl hun beheer 1,200,000 frank kost; doch, dit beheer strekt zich ook uit tot de 190,000 hectaren der gemeenten. Van een anderen kant beïnvloeden de bosschen het klimaat en doen de overstromingen verminderen. Men moet nochtans erkennen dat de beboschte eigendommen der particulieren dezelfde voordeelen opleveren en, wat de opbrengst betreft, vaak beter verzorgd worden dan die van den Staat.

Thans is het meer winstgevend, de gronden te bebouwen of de heiden in weiden te veranderen dan voortdurend bosschen aan te leggen. In de Kempen slaagt dit in groote mate, en dat is een groote weldaad voor de bevolking. Aan de nieuwe ontginningswijzen is deze vooruitgang te danken.

Bosschen moeten er zijn, maar het is verkieslijker de gronden van goede en middelbare hoedanigheid te bestemmen voor den land- of tuinbouw.

Geen bosch kan echter in veiling worden gebracht, of men haalt tal van redenen aan om het door den Staat te doen aankopen.

Uit bovenstaande beschouwingen blijkt dat men, bij het aankopen van domeinen, uiterst voorzichtig en gematigd handelen moet.

*
* *
*

Sommige leden van de Middenafdeeling drukken den wensch uit, dat aan de ambtenaren van Waters en Bosschen (boschbouwingenieurs) dezelfde wedde en dezelfde reiskosten worden toegekend als aan de landbouwkundigen.

De studiën van de boschbouwingenieurs, die tevens landbouwingenieur zijn, zijn meer uitgestrekt dan die van de landbouwkundigen; hun dienst is zeer belangrijk en hunne wedde en reiskosten zijn veel lager dan die van de landbouwkundigen, ofschoon zij tot hetzelfde ministerie behooren.

HOOFDSTUK VII. — GEMEENTEWEGEN.

Twee vragen werden gesteld :

VRAAG.

Verleent de Regeering toelagen aan de gemeentebesturen voor het onderhoud van de buurtwegen?

ANTWOORD.

Sedert 1907 komt de Regeering tusschenbeide in de uitgaven tot onderhoud van verbeterde buurtwegen van groot verkeer (zie artikel 39, tabel A, van de begrooting) door middel van toelagen aan de provinciën, te verdeelen onder de gemeenten, welke aan de gestelde eischen voldoen. De tabellen van deze verdeling worden eerst door mijn Departement goedgekeurd.

VRAAG.

Is de Regeering vanzins, ten bate van de gemeenten tusschenbeide te komen door het kosteloos vervoer toe te staan voor bouwstoffen, zelfs bestemd tot het onderhoud van landbouwwegen?

ANTWOORD.

Dank zij het krediet, in artikel 39, tabel A, van de begrooting voor 1913 uitgetrokken, zal de Regeering het onderhoud der met toelagen van den Staat verbeterde wegen als landbouwwegen kunnen bevorderen door de

vervoerkosten van het herstellings materiaal geheel of gedeeltelijk terug te betalen.

BUURTWEGEN.

In de jongste jaren werd een groote stap gedaan voor de verbetering van de buurtwegen. Overal in België hebben de gemeenten de buurtwegen verbeterd en de Regeering, door de zoogenaamde wegen van groot verkeer tot stand te brengen, heeft de oplossing gevonden om een toelage te verleen tot bedrag van de helft der uitgave. Bij deze toelage wordt gevoegd de toelage, welke door meest al de provinciën wordt verleend en een zesde bedraagt. In twee derden van de geheele uitgave is dus voorzien door de toelage.

De gemeenten hebben bijgevolg groot voordeel getrokken uit die heilzame bepalingen.

Onlangs werd nog een andere maatregel getroffen tot verbetering van het degelijk onderhoud der buurtwegen, namelijk, de tussenkomst van den Staat door middel van toelagen voor de herstelling der wegen van groot verkeer. Voortaan zouden toelagen kunnen verleend worden voor het onderhoud van deze buurtwegen.

Met het oog op de rangschikking der wegen van groot verkeer gelden gelijke regelen voor geheel het land.

DE LANDBOUWWEGEN.

Doch, zoo een groote stap gedaan werd om de buurtwegen uit te breiden en te verbeteren, dan is dit het geval niet met de landbouwwegen. Raadpleeg, onder andere, tal van gemeentebesturen, en men zal u zeggen dat de verbetering van de landbouwwegen door middel van steenslag en grint den gewenschten uitslag niet opleverde. De werken van onderhoud, waartoe deze verbeterde wegen aanleiding geven, zijn zoo talrijk dat zij een zware last worden voor de gemeentebegroting : wat men bij het aanleggen wilde uitsparen door dit soort macadam boven gewone kasseien te verkiezen, weegt niet op tegen de jaarlijksche onderhoudskosten.

Het Departement van Landbouw moet volstrekt kosteloos vervoer toestaan voor het materiaal dienende zoowel tot het onderhouden als tot het aanleggen van gezegde wegen.

Weliswaar werd een eerste stap in die richting gedaan en op de behandelde begroting is in artikel 38 een krediet van 200,000 frank uitgetrokken, luidende als volgt :

Toelagen aan de landelijke gemeenten om ze te helpen het goed onderhoud te verzekeren der wegen, als landbouwwegen verbeterd met tussenkomst van den Staat.

Hier rijzen twee vragen op. Wat verstaat men door landelijke gemeenten? Wat door landbouwwegen?

De ministerieele omzendbrief van 23 Juli 1912 zegt het ons :

« Worden met het oog op de verdeeling van die toelagen beschouwd als
LANDELIJKE GEMEENTEN :

- » 1. Die met minder dan 5,000 inwoners;
- » 2. Die waarvan het bevolkingscijfer, gedeeld door de oppervlakte in hectaren, een quotient geeft dat lager dan *twintig* is.
- » DE WEGEN, als landbouwwegen **VERBETERD** met tussenkomst van den Staat, zijn :
- » 1. De wegen die met goedkeuring van het Departement gekasseid of begrint werden door middel van materialen, op dezes kosten vervoerd;
- » 2. De wegen die, voor hunne verbeteringswerken, eene toelage ontvingen, niet hooger dan een vierde der uitgave.
- » Het Departement zal in de onderhoudskosten tusschenbeide komen door middel :
- » a) Van de geheele of gedeeltelijke terugbetaling van de vervoerkosten der materialen over de Staatspoorwegen, de geconcedeerde of de buurtspoorwegen ;
- » b) Ofwel van eene toelage, bedragende een vierde van de geheele uitgave, zooals deze bij openbare aanbesteding is bepaald. »

Men betwijfelt of eene som van 200.000 frank hiertoe kan volstaan. Is zij toereikend, dan ligt daarin het bewijs dat het regelmatig onderhoud niet in het geheele land geschiedt en dat eerlang de groote kapitalen, voor den aanleg daarvan besteed, zullen verloren zijn, bij gebrek aan onderhoud, in verschillende deelen van het land.

Een andere vraag nog is deze : zijn de regelen, door het Departement bepaald voor de verbetering der landbouwwegen, goed ? Of zou de aanleg zelf er de oorzaak van zijn, dat er zoo dikwijls onderhoudswerken moeten uitgevoerd worden ?

Bijomzendbrief van 23 Maart 1909 werd de hoeveelheid ballast of gesorteerd grint, waarvoor de gemeenten het kosteloos vervoer kunnen bekomen voor de verbetering der landbouwwegen, door het Departement van Landbouw bepaald op 500 ton per kilometer.

Deze omzendbrief werd onlangs gewijzigd en bij een nieuwen ministerielen omzendbrief van 19 December 1912 werd bepaald dat de hoeveelheid ballast of gesorteerd grint, waarvan het vervoer mag aangevraagd worden voor de bestrating van nieuwe landbouwwegen (*a rato* van 3 meter breedte en 0^m.30 dikte), voortaan zou berekend worden naar gelang van 400 ton per kilometer.

Anderdeels bepaalt de omzendbrief op ten minste 1,500 ton de hoeveelheid steenslag per kilometer baan van 9 meter breedte en 0^m.30 dikte.

Dat zijn de regelen. Zijn zij geschikt voor de toekomst ? Het staat vast dat, volgens de ondervinding van vele jaren, de verbeterde landbouwwegen niet beantwoord hebben aan de verwachting van het land.

WENSCHEN UITGEBRACHT DOOR DEN HOGEREN LANDBOUWRAAD.

De Hoogere Landbouwwraad nam, den 13^{en} December 1912, de volgende besluiten aan naar aanleiding van het verslag van ridder de Vrière :

- « De Hoogere Landbouwwraad drukt den wensch uit dat de landelijke

» gemeenten, om beter de toekomst te vrijwaren, ruimschoots gebruik
 » maken van het recht om rooiingsplans te ontwerpen, die niet tot een
 » onmiddellijke betaling van schadeloosstelling verplichten en verbieden te
 » bouwen op een bepaalden afstand van de middellijn der wegen.

» De Hoogere Raad drukt den wensch uit, dat de provinciale besturen en
 » de Staat overeenkomen om de gemeenten bij te staan, ze inlichtende
 » nopens het recht van rooiingsreglementen in te voeren, te harer beschik-
 » king stellende het personeel der technische diensten om die plans op te
 » maken, al ware dit maar enkel als vingerwijzing, ten minste gedeeltelijk
 » op zich nemende de daardoor te veroorzaken kosten en juist bepalende
 » het aandeel als toelage in de mogelijke onteigeningskosten.

» De Raad neemt aan dat de openbare machten aan de particulieren de
 » verplichting opleggen om op een zekeren afstand van de grens der wegen
 » te bouwen, maar hij dringt evenwel aan opdat in ieder geval geen parti-
 » culier kunne beroofd worden van het gedeeltelijk genot van zijn eigendom
 » zonder eene billijke en voorafgaande schadeloosstelling. »

De Middenafdeeling oordeelde dien wensch te gewichtig om er niet op te wijzen.

Zulke maatregel dient onverwijld genomen, wil men de toekomst onzer landelijke gemeenten, die zich ontwikkelen, niet opofferen.

Haar ontbreken de middelen om *hic et nunc* te voorzien in de kosten voortspruitende uit eene onmiddellijke verbreeding der wegen door het inbezitnemen van de gronden die aan elken der te verbreedende wegen belenden.

Maar de bepaling om achteraan de rooilijn te bouwen is een waarborg voor de toekomst; en wanneer het eens noodig zal zijn die wegen te verbreedden, zullen de openbare machten dat kunnen doen, mits zij de eigenaars der gronden vergoeden, zonder *gebouwde* onroerende goederen te moeten onteigenen.

*
* *

De Centrale Maatschappij voor Landbouw bracht een anderen wensch uit betreffende *De buurtspoorwegen*, voorgesteld door den heer Dumont de Chassart. Die wensch is van zulk belang, dat hij verdient in aanmerking te worden genomen.

De Hoogere Landbouwrapad besluit :

1. Krachtdadig te eischen de afschaffing van het vaste recht van 50 centiemmen voor iedere ton goederen die van eene buurtlijn op een andere overgaan;

2. De afschaffing te eischen van het recht van 50 centiemmen per ton voor goederen die van eene buurtlijn op een wagen van Staatsspoorwegen, en omgekeerd, moeten overgeladen worden;

3. Te vragen dat eene zeer uitdrukkelijke, doch ruime overeenkomst tusschen de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen en het Bestuur der Staatsspoorwegen de betrekkingen tusschen beide maatschappijen bepale. Die overeenkomst diende op zulke wijze te worden getroffen dat de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen meester zij te beoordeelen onder

welke omstandigheden zij hare bijzondere tarieven kan toepassen zonder verplicht te zijn, voor ieder bijzonder geval, het Staatsspoorwegbestuur te moeten raadplegen, nochtans het nazicht van het middenbestuur behoudende;

4. Het ter studie leggen te eischen van het benuttigen der goederenwagens en de verbinding te vragen van de buurtlijnen, welke uiteinden kort bij elkander liggen, en wel tot afschaffing van het overladen, dat wegens het arbeidsloon thans te duur kost;

5. Bij de Regeering en de Nationale Maatschappij aan te dringen om te bekomen dat buurtlijnen worden aangelegd om bijzonder de landbouwstroken te bedienen, zelfs wanneer die lijnen geene winst zouden opleveren;

6. Te vragen dat men bij het nieuw onderzoek van de regelen, toe te passen op de inrichting der buurtspoorwegen, veeleer het algemeen belang dan het belang van iedere maatschappij op den voorgrond bringe.

Tabel B. — Dienst der Openbare Werken.

In de verschillende afdeelingen werd de aandacht van de Regeering bijzonder gevestigd op talrijke openbare werken die men gaarne voltooid zag, onder andere, de Kempische vaagt met hare vaste bruggen en hare draaibruggen; de verbindingsvaart tusschen Maas en Schelde; de afleiding van den bevaarbaar gemaakten Dender voordat hij Dendermonde bereikt;

De noodzakelijkheid, de studiën betreffende de vaart van Roeselare naar de zee te bespoedigen;

De verbetering van den loop der Honnelle.

Men vraagt de verbinding van de Limburgsche vaart met de Leuvensche vaart ten aanzien van de ontginning der Kempische kolenmijnen.

Men vraagt eveneens den aankoop van verschillende bosschen in Luxemburg en de naasting van de rechten der gemeenten op het Freyrwoud.

Men wijst op de noodzakelijkheid, de Staatsbaan te verbreedten aan de «rue de l'Ange» te Namen, en het hotel van den Gouverneur te Brugge te voltooien.

Men dringt aan opdat de werken van de Commissie der Brabantsche vaarten, bevaarbaarmaking van den Demer, verbinding van de Leuvensche vaart met de haveninstellingen van Brussel, worden uitgevoerd.

De aandacht werd ook gevestigd op de geregelde overstromingen van de Waasche polders. Gedurende een deel van den winter staan de poldergronden van de gemeenten dier streek onder water. Meer dan 7,000 hectaren poldergrond worden overstroomd door het water van meer dan 8,900 hectaren belendende hooglanden; dat is de oorzaak van dien watersnood.

Eerlang dient eene oplossing te worden gevonden om de poldergronden te vrijwaren voor het water van de hooglanden.

* * *

Het werk van algemeen nut, dat in België met den meesten spoed dient

uitgevoerd, is eene gemakkelijke verbinding van de Scheldeoeveren vóór Antwerpen. Millioenen Belgen hebben er belang bij.

Op 15 October 1909 eindigde de Commissie voor de verbinding der Scheldeoeveren vóór Antwerpen hare werkzaamheden. Met eenparige stemmen sloot zij zich aan bij de volgende voorstellen :

- a) Het graven van een tunnel vóór Antwerpen;
- b) Het bouwen van een hangpont buiten de reede;
- c) De verbetering van den overzetsdienst voor rijtuigen en karren.

Ter uitvoering van dit programma werd sedert het volgende gedaan :

1^o Een electrisch hijschtoestel werd aangebracht op den rechteroever van de Schelde, en eene vlotbrug op den linkeroever. Deze beide werken zijn voltrokken en kunnen binnen enkele weken in gebruik worden genomen.

2^o Al de gronden zijn aangekocht voor het opstellen van de hangpont tusschen Cruybeke en Hoboken, buiten de reede. Het ontwerp is gereed en men wacht met ongeduld op het sluiten van de overeenkomst met den uitvinder van dit stelsel, om de werken eerlang te kunnen aanvangen.

3^o Maar de tunnel, het meest noodzakelijke werk, waarop met het grootste ongeduld gewacht wordt, wordt tegengehouden door al te lange studiën. Nochtans zijn de ingenieurs, die naar Hamburg werden gezonden om de mogelijkheid van het bouwen van een gelijkaardigen tunnel van Sint-Anna naar Antwerpen te onderzoeken, deze onderneming gunstig. Dit werk eischt spoed en men ziet niet in, waarom het in België niet zoo goed na vier jaar zou kunnen voltrokken zijn als in Duitschland.

De Middenafdeeling dringt zeer aan op die zaak. Geheel België heeft er belang bij en dit werk, destijds zoo lang besproken en waarover ieder het eens is, moet onverwijld worden uitgevoerd. Een langer uitstel zou het land niet begrijpen.

*
* * *

In sommige streken des lands bestaan er nog wegen, waarop het barreelrecht in vergunning is gegeven.

Na afloop dier vergunning komen die wegen terug aan den Staat of aan de gemeenten.

Dat is namelijk het geval voor de kantons Beveren en Sint-Gillis-Waas, waar zeven barreelen door het publiek moeten worden betaald.

Op den weg van Calloo naar Doel, twee barreelen;

Op dien van Kieldrecht naar Doel, een barreel.

Die geconcedeerde wegen komen terug aan den Staat,

Op den weg van Beveren naar Calloo, een barreel; van Kieldrecht over Meerdonk en De Klinge naar de Hollandsche grens, twee barreelen;

Op den weg van Verrebroek naar Meerdonk, eene barreel.

Die vier wegen komen, na afloop van de vergunning, terug in handen der gemeenten en die vergunning moet nog voortduren gedurende een tijdsverloop gaande van één tot twintig jaren.

Het is van het hoogste belang dat er maatregelen worden genomen om die weggelden af te schaffen.

Er zijn thans onderhandelingen aangeknoopt om dat doel te bereiken. Zij dienen een uitslag te bereiken; die middeleeuwsche gebruiken moeten verdwijnen.

*
* *

Verschillende dier werken, naar aanleiding van deze begrooting behandeld, hooren bij de buitengewone begrooting, maar ze zijn van zulk belang dat het niet mogelijk is, ze onbesproken te laten bij de Begrooting van Openbare Werken.

*
* *

De Begrooting werd goedgekeurd met 6 stemmen en ééne onthouding.

De Verslaggever,

A. RAEMDONCK.

De Voorzitter,

ALPH. HARMIGNIE.

